



Mercredi 28 Septembre  
2005

ECONOMIE

## Dossier. L'examen du budget 2006. PAROLES de parlementaires.

« La France vit à crédit ». Interview : Hervé Morin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale. « Encourager le travail des Français ». Interview : [Alain Lambert](#), sénateur UMP de l'Orne, ancien ministre délégué au budget (2002-2004). « La France vit à crédit »

Hervé Morin

Président du groupe UDF de l'Assemblée nationale

« Le gouvernement va utiliser dans ce budget une série d'artifices pour cacher une vérité simple à dire : chaque année, à partir du 1er septembre, la France vit à crédit. Les gouvernements successifs creusent ainsi un peu plus le déficit public. Tant qu'on ne mettra pas cette vérité en face des yeux des Français, il sera impossible d'engager sérieusement les réformes structurelles minimales dont le pays a besoin. Je propose par exemple le maintien des dépenses publiques en euros courants, et non plus en euros constants : il n'y a aucune raison que le système public ne puisse pas faire 2 % de gains de productivité par an. Ou encore de supprimer un échelon de collectivité locale et d'interdire les compétences et les financements croisés. Assez de crier haro sur les fonctionnaires ! Les parlementaires doivent balayer devant leur porte en tirant les conséquences des lois de décentralisation : à chaque compétence transférée, l'État doit prévoir la suppression des postes correspondants. Nous en débattons entre nous, mais, au regard de tout cela, il est envisageable que l'UDF ne vote pas ce budget. »

« Encourager le travail des Français »

[Alain Lambert](#)

Sénateur UMP de l'Orne, ancien ministre délégué au budget (2002-2004)

« Je n'ai pas le sentiment que ce budget sera une avancée considérable en matière de réduction du déficit budgétaire. Ce qu'on peut en revanche en espérer, c'est qu'il délivre un message pour encourager le travail des Français. La prime pour l'emploi constitue une reconnaissance indispensable de ce travail, en écartant les revenus du travail des revenus d'assistance. Je regrette toutefois que, symboliquement, la prime pour l'emploi ne se retrouve pas sur la feuille de paie. Respecter le travail des Français, enfin, c'est ne pas gaspiller l'argent public. Or le déficit budgétaire est lié au fait que les dépenses sont incroyablement rigides. Sur 300 milliards d'euros, les dépenses du passé représentent 295 milliards. La marge de manoeuvre du gouvernement est donc extrêmement faible. Les dépenses sont en outre actuellement plafonnées en euros constants, c'est ce qu'on appelle le « zéro volume ». Si nous voulions véritablement faire quelque chose d'exemplaire en matière de dépenses publiques, ce serait de les stabiliser en euros courants, c'est-à-dire, en réalité, de les faire baisser en euros constants ».

RECUEILLI PAR LAURENT DE BOISSIEU